

# Le pouvoir aux travailleurs

05 MAI 1996

N° 35

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b>EDITORIAL:</b>	
- PETITE AUGMENTATION DE SALAIRES POUR LE SECTEUR PUBLIC ET RIEN POUR LES AUTRES ...	2
- LA MONTEE DE LA DELINQUANCE, UN MALAISE QUI EN DIT LONG SUR L'ETAT DE LA SOCIETE CAPITALISTE POURRISSANT .....	3
- 1er MAI: RENOUER AVEC LA TRADITION DE LUTTE DES OUVRIERS DU SIECLE PASSE .....	4
- LA FRAUDE FAIT PARTIE DU FONCTIONNEMENT DU CAPITALISME .....	5
- 30 AVRIL: LE PDCI EN FETE .....	6 - 7
- FACE AU CAPITALISME, L'AVENIR, C'EST LA FORCE ORGANISEE DU PROLETARIAT ..	7 - 9
- GREVE GENERALE EN AFRIQUE DU SUD: DEBUT D'UNE DEFIANCE VIS-A-VIS DE L'ANC? .	10 - 11

**PETITE AUGMENTATION DE SALAIRES  
POUR LE SECTEUR PUBLIC  
ET RIEN POUR LES AUTRES**

A l'occasion du premier mai, Bédié a annoncé une augmentation pour le secteur public de 4% pour les "catégories supérieures" et de 10% pour les "catégories inférieures". Cette augmentation qui ne prend effet que dans deux mois, ne touche pas le privé.

10% d'augmentation pour les bas salaires, cela fait en gros l'équivalent de 300 grammes de riz par jour et par salarié. Par contre, 4% d'augmentation pour le revenu d'un ministre (sans même parler des diverses indemnités, des voitures et logements de fonction, etc) équivaut en gros à 15 kilogrammes de riz par jour, soit 50 fois plus!

Et pour le privé? Les travailleurs doivent se contenter du discours de Bédié pour se remplir le ventre puisqu'il "félicite tous les travailleurs pour avoir su contribuer dans l'ensemble, un climat social paisible et serein". C'est un discours qui ne manque pas de cynisme, en effet. Quand on ajoute les propos du Secrétaire Général de l'UGTCI, qui a dit en substance: "j'estime que ce qu'il (Bédié) a proposé comme augmentation de salaire suffit pour le moment", ça devient une vraie insulte! Un représentant du patronat ne dirait pas autre chose. Pourtant, cet individu se prétend représentant des travailleurs!

Quant à Bédié, il a conclu son discours en demandant aux travailleurs "un travail persévérant et performant (...) pour accroître la richesse nationale (...), pour le bien-être et le bonheur de chacun". En un mot, "la richesse" et "le bonheur" pour les bourgeois et leurs représentants et le "travail performant" et les beaux discours pour les travailleurs.

En fait, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un Bédié ou un Adiko Niamkey osent tenir un pareil discours. Depuis quelques années, de "plan de restructuration" en "plan d'ajustement structurel", toutes leurs politiques visant les intérêts des travailleurs sont passées sans une réelle résistance de ces derniers. Le bouquet a été la dévaluation du franc CFA qui a vu le niveau de vie des travailleurs diminuer d'un seul coup de plus de 50%!

Ainsi, depuis quelques années, les travailleurs ont perdu plusieurs kilogrammes de riz. Et ce qu'ils ont perdu, ce sont les riches qui l'ont bien évidemment récupéré. Aujourd'hui, Bédié rend 300 gr de riz aux employés du public et il se permet de parler d'augmentation.

Une réelle augmentation des revenus pour les travailleurs, ce n'est pas Bédié ou les bourgeois qui la donneront, mais ce sont les travailleurs qui la leur arracheront grâce à la lutte de classe.

**LA MONTEE DE LA DELINQUANCE,  
UN MALAISE QUI EN DIT LONG  
SUR L'ETAT DE LA SOCIETE  
CAPITALISTE POURRISSANT**

Les journaux, dans leur rubrique des faits divers, font de plus en plus état de la recrudescence de la délinquance armée.

Pour faire face à cette situation, les riches élèvent des grands murs tout autour de leur maison, souvent, avec au bout, des tessons de bouteille. Ils font par ailleurs de plus en plus appel aux sociétés de gardiennage, de plus en plus nombreuses à Abidjan, équipées d'instruments de communication de plus en plus perfectionnés et même de fusils.

D'une façon générale, ce ne sont pas les riches qui souffrent de cette délinquance. Eux, ils ont les moyens de se protéger. Sans compter que les quartiers des riches sont mieux protégés par les forces de l'ordre et donc plus difficiles à attaquer. Et les quelques rares fois où il arrive qu'un riche se fasse attaquer, toute la presse en parle. Mais combien sont les travailleurs qui en sont victimes chaque jour?

Dans les quartiers tels que Abobo derrière-rail, Avocatier ou dans certains coins de Koumassi, les maisons de travailleurs font souvent l'objet de pillage. De plus en plus par des agresseurs qui sont des adolescents armés avec des fusils à canon scié. Des femmes se font violer dans les bas-fonds, par exemple à Abobo derrière-rail. Et toutes ces victimes ne sont pas des gens de milieux riches mais plutôt pauvres.

Quand les policiers sont

présents dans ces quartiers, ce n'est pas pour lutter contre cette délinquance mais au contraire pour prendre eux aussi leur part en rackettant les travailleurs. Et toutes ces attaques à main armée se font de plus en plus fréquemment et de plus en plus ouvertement. Surtout à chaque début de mois, après la paye.

Face à cette situation d'insécurité dans les quartiers pauvres, la population s'est en quelque sorte organisée ici ou là en mettant en place un système de gardiennage avec les moyens du bord, souvent avec l'autorisation des mairies. Mais comme on le voit, cela n'empêche nullement les voleurs de commettre leurs agressions.

Cette recrudescence de la délinquance armée ou pas, dénote un profond malaise du système capitaliste. Le chômage et la misère sont de jour en jour grandissants. L'argent est maître de tout: des salles de vidéos pornographiques, de Karaté foisonnent, par exemple, dans les quartiers pauvres. Des enfants de 5 à 6 ans peuvent y accéder moyennant 25f! C'est une dégradation des mœurs qui reflète un des aspects de cette société malade.

Tant que cette société capitaliste en état de pourrissement se maintiendra, tant que les travailleurs n'y mettront pas fin, cette délinquance grandira. Sao Polo et Mexico nous montrent l'avenir que nous réservent les riches, quant à l'insécurité qu'engendre leur société.

**1er MAI :  
RENOUER AVEC LA TRADITION  
DE LUTTE DES OUVRIERS  
DU SIECLE PASSE**

Comme de tradition en Côte d'Ivoire, le président de la République a reçu les bureaucrates syndicaux au palais présidentiel.

Comme les autres années, des travailleurs se sont rassemblés aux quatre coins d'Abidjan, suivant leur appartenance syndicale, pour se converger au palais présidentiel. Si du côté de la FESACI (Fédération des Syndicats Autonomes de Côte d'Ivoire) et de la centrale "Dignité", les travailleurs brandissaient quelques pancartes revendicatives, ce n'était pas vraiment le cas dans le cortège de l'UGTCI, où comme les autres années, c'était plutôt une sorte de carnaval avec fanfare, où les travailleurs participants au défilé le font à la couleur de leur entreprise: le plus souvent, ils brandissent des pancartes publicitaires et certains vont même jusqu'à distribuer des prospectus publicitaires pour le compte de leur employeur. Ce défilé publicitaire est financé à bon compte par les entreprises et le gouvernement, puisque cela ne coûte aux premiers que le prix de quelques t-shirts et casquettes, et au second le prix du transport ainsi que quelques boîtes de sardines.

Cela dit, même dans le cortège de l'UGTCI, il y a quelques banderoles qui dénoncent l'exploitation et la vie chère que subissent les travailleurs et qui valent celles brandies par les travailleurs des deux autres centrales syndicales. A la différence près que dans le cortège de l'UGTCI, il n'y a aucune pancarte dénonçant le

gouvernement alors que chez les deux autres, il y a quelques pancartes qui le font timidement.

C'est que en bons bureaucrates avertis, tous ces dirigeants syndicaux, de l'UGTCI comme de "l'opposition" ne veulent surtout pas se mettre à dos les riches et leur gouvernement. Comme Adiko Niamkey, tous ces bureaucrates n'ont bien sûr rien à voir avec le monde du travail dont ils se targuent d'être les représentants, sauf qu'ils en vivent et parfois très bien.

Il leur faut doser différents ingrédients pour ne pas se couper des travailleurs. Alors suivant les périodes, de luttes ou pas, ils leur faut revoir leur dose. Et dans la situation actuelle où il n'y a pratiquement pas de lutte des travailleurs, eh bien cela se ressent dans leur comportement de larbins au service des riches.

Si l'intérêt des riches et des bureaucrates syndicaux est de pousser de plus en plus à la transformation du 1er mai en une journée de fête, une journée de pèlerinage au palais présidentiel, ce n'est certainement pas l'intérêt des travailleurs, parce que ce n'est pas de cette façon qu'ils se feront respecter par les riches et le gouvernement à leur service. Il leur faut au contraire renouer avec la tradition de lutte des ouvriers de la fin du siècle passé dont, un siècle plus tard, ils partagent en gros les mêmes conditions de vie et de travail.

**LA FRAUDE FAIT PARTIE  
DU FONCTIONNEMENT DU CAPITALISME**

Dans "Fraternité-Matin" du 23 avril dernier, tout en se félicitant du fait que le pagne "Wax ivoirien" se vend bien, y compris dans les pays voisins, un journaliste s'est plaint que les pagnes Fancy se vendent peu sur le marché ivoirien.

En effet, selon lui, "Trop de pagnes analogues sont produits dans la sous-région auxquels s'ajoutent les nombreux produits asiatiques. Ils sont déversés sur notre marché à vil prix amputant de ce fait une part importante du marché ivoirien". Face à cette situation, il demande aux pouvoirs publics de prendre vite des mesures telles que des taxes douanières plus élevées et une lutte plus efficace contre la fraude. Sinon, entre autres conséquences, "les 3.000 employés de Texicodi pourraient bien être remerciés au cas où l'entreprise n'arrive pas à s'équilibrer".

Bien évidemment, si les pagnes de fabrication locale sont de moins bonne qualité et coûtent plus cher que les pagnes importés, le client achète ceux-ci en regardant d'abord le rapport qualité-prix.

C'est ce rapport qualité-prix qui explique que le "wax ivoirien" (en fait le wax hollandais fabriqué sous licence) se vende relativement bien. En effet, comme ce produit fabriqué sur place est, semble-t-il, le seul du genre dans la sous-région, il revient moins cher que des pagnes comparables importés d'autres continents (compte tenu

des frais de transport, des taxes et autres).

C'est cela la fameuse loi du marché qui est en fait la loi de la jungle: les gros mangent les petits. Alors cette loi du plus fort marche pour les uns au détriment des autres. Elle marche, pour le moment, pour Wax qui est presque en position de monopole (dans la sous-région), mais pas pour Fancy dont le coût de fabrication revient plus cher que celui des pagnes importés de meilleure qualité.

Quand les affaires marchent, on magnifie la "loi du marché", mais dès qu'elles commencent à être moins rentables que celles des capitalistes d'en face, les intéressés eux-mêmes ou les journalistes à leur service crient à la concurrence déloyale et réclament des taxes douanières encore plus élevées ou d'autres mesures protectionnistes.

Mais les "avantages" et les inconvénients constituent les deux faces de cette même médaille qui est le prétendu libéralisme. On ne peut pas accepter l'une des faces sans l'autre. Si on veut en finir avec l'anarchie de la production et la concurrence qui se traduisent par un gigantesque gaspillage -sans même parler de la crise économique- c'est le "libéralisme", c'est-à-dire le système capitaliste, qu'il faut supprimer.

## 30 AVRIL : LE PDCI EN FETE

Le PDCI et le FPI ont commémoré l'anniversaire de leur naissance. Le premier par une grande fête avec pèlerinage sur la tombe d'Houphouët, son père fondateur à Yamoussoukro. Le même jour le FPI a fêté pour la sixième fois sa liberté retrouvée. En effet c'est le 30 Avril 90 que F H B a été contraint, sous la pression de l'ancienne puissance coloniale, et aussi de celle de la rue, d'accepter le multipartisme.

### Il y a 50 ans le PDCI-RDA.

L'empire colonial français risquait de se désagréger. En effet la France sortie affaiblie de la guerre mondiale, n'avait plus les moyens de maintenir la même influence sur son empire colonial. Elle était confrontée à une situation insurrectionnelle dans certaines colonies, par exemple à Madagascar, mais surtout elle avait bien à faire face à une lutte armée en Indochine, puis en Algérie. De plus; les USA, la nouvelle puissance numéro un, pr é c o n i s a i e n t le "self-government", une sorte de réforme de la politique du système colonial. C'est dans ce but que De Gaulle convoqua la conférence de Brazzaville en 1944. La constitution française de 1946 affirmait (sans les appliquer) des principes d'égalité entre les peuples de France et ceux des colonies ainsi que l'émancipation politique des peuples d'Outre Mer.

C'est dans ce contexte historique que le PDCI RDA s'est créé. Il était apparenté au PCF (parti communiste Français) et se

disait Panafricaniste, ce qui ne l'empêchait pas d'être légaliste, profondément attaché à la France et rejetant toute idée d'autonomie. En dépit de la constitution de 1946 qui concédait certaines libertés publiques, l'année 1949 fut marquée par la répression coloniale baptisée la "deuxième pacification". C'est ainsi qu'a eu lieu l'arrestation de plusieurs centaines de militants PDCI, leur incarcération à la prison de Bassam suivie du fameux "procès des 400" en 1950. La répression coloniale a servi de prétexte à Houphouët pour annoncer son désapparentement du PCF: "L'apparement provoque la répression et empêche la collaboration franche et honnête avec l'administration...(elle) risque d'entraîner le RDA vers le communisme". Au fond le RDA qui était un parti bourgeois était opposé au communisme, alors il n'a pas hésité à sauter sur le prétexte venu pour s'éloigner du PCF. En 1955 Houphouët déclare lors d'un comité de coordination du RDA à Conakry: "Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'action utile en dehors de la coopération avec l'administration (coloniale)". "Collaboration", "coopération", s'ajoutent à l'anticommunisme désormais officiellement affiché. Voilà des mots et des attitudes qui ne peuvent que plaire aux oreilles colonialistes.

L'indépendance (7 août 1960) fut confiée à des mains amies de l'ex-puissance coloniale. L'ère de la domination coloniale directe était révolue mais les

capitalistes pouvaient continuer à exploiter et à piller en toute quiétude par l'Etat/PDCI interposé.

Héritier de la colonisation, il en conservera les méthodes de répression. Dans ses 50 ans d'existence, il y a 30 ans de parti unique.

Durant toute cette période et jusqu'à aujourd'hui, l'adhésion au PDCI pour les notables et les arrivistes est un moyen de s'élever dans l'échelle sociale et de s'enrichir.

Entre membres de la même famille.

"N'oublions pas nos frères

de l'opposition; ils sont aussi de notre famille", déclara Bédié à leur grande fête du 30 avril dernier. Le cynisme n'a plus de limite. Depuis leur campagne pour leur "boycott actif" plusieurs journalistes et militants du FPI croupissent dans les géôles du remplaçant de Houphouët; de celui qui se veut l'"imitateur du Bélier". Mais après tout, de la même famille ils le sont tous. Ils n'ont pas de différence fondamentale. Simplement que pendant que les uns sont accrochés à la mangeoire, les autres voudraient bien "alterner" à la tête du même appareil d'Etat.

Entre gens du même monde, ils ont les mêmes aspirations.

**FACE AU CAPITALISME,  
L'AVENIR, C'EST LA FORCE  
ORGANISEE DU PROLETARIAT!**

Face à la situation pour le moins dramatique que traverse l'Afrique, nombreux sont ceux qui proposent des solutions toutes faites, présentées souvent comme des potions magiques pour sortir le continent du marasme actuel. Parmi ceux-là, il y a notamment ceux qui prétendent que c'est de nos cultures qu'on peut trouver le chemin de l'avenir.

En effet, bien que cela ne soit pas nouveau, de plus en plus, on voit des politiciens ou des intellectuels qui expliquent que le sous-développement en Afrique a surtout une origine culturelle. Selon eux, si nos pays en sont là, c'est parce qu'ils auraient perdu leur identité culturelle en copiant l'Occident. Aussi, pour sortir de la situation actuelle, proposent-ils de revenir aux valeurs culturelles africaines. C'est

ainsi, disent-ils, qu'on pourrait jeter les bases d'un véritable développement harmonieux.

Pour étayer cette thèse, ils prennent souvent pour exemple le développement du Japon. Selon eux, si ce pays est l'une des grandes puissances économiques mondiales, ce serait tout simplement parce qu'il aurait conservé son identité culturelle. Ce serait de ses traditions et de ses valeurs culturelles qu'il aurait extrait les ressources et les moyens nécessaires à son développement.

Certes, sur tout le continent africain, sans exception, la misère n'arrête pas de croître. Les différentes maladies et autres fléaux, même ceux dont on croyait avoir endigué l'évolution, se

multiplient. Le niveau de vie général des populations régresse. Certaines régions sont victimes de la famine, d'autres, transformées en théâtres de guerres ethniques, fratricides et criminelles, etc. C'est toute l'Afrique, en somme, qui s'enfonce de plus en plus dans le sous-développement.

Cependant la thèse du retour aux sources culturelles ne peut être une solution pour l'avenir. Elle n'est tout au plus qu'une prétention démagogique, comme tant d'autres dont sont friands nos politiciens et intellectuels, de l'opposition notamment.

En effet, le sous-développement en Afrique n'est pas le résultat d'une quelconque perte des valeurs culturelles de nos pays au profit de celles des pays occidentaux qu'on aurait copiées avec plus ou moins de bonheur. La situation dramatique de nos pays n'a aucune source culturelle. Elle a pour origine le pillage dont l'Afrique, des siècles durant, est victime, sur le plan économique, de la part de la bourgeoisie mondiale: la traite des nègres, la colonisation, le marché mondial, où les prix des produits des pays pauvres africains sont déterminés par les bourses de Londres, New-York et Paris, exclusivement au profit des capitalistes des pays riches, voilà les principaux moyens politiques et économiques dont s'est servie et se sert la bourgeoisie occidentale pour exploiter les ressources tant humaines que naturelles des pays africains, en étranglant ceux-ci à un point tel que toute perspective de développement leur est impossible dans le cadre du système mondial actuel.

C'est donc la loi de l'argent qui tue le continent africain à petit feu. C'est le

capitalisme qui, en exploitant les richesses de nos pays au profit de la bourgeoisie mondiale et de ses valets locaux, a transformé l'Afrique en un dépotoir de misère, de maladies et autres famines, où les masses pauvres n'ont de place nulle part. C'est cela qui explique l'écart de développement monstrueux entre les pays riches comme la France et les nôtres, en ce sens que si le pillage des pays africains entre autres a permis à la bourgeoisie occidentale de bâtir des sociétés riches et développées, en Afrique, ce même pillage a pour conséquence le sous-développement.

Cela est vrai dans tous les domaines, y compris culturel. En effet, contrairement aux affirmations des défenseurs des cultures africaines, même sur ce plan, on ne peut pas dire que le capitalisme ait radicalement transformé l'Afrique. Bien au contraire! Economiquement, par l'introduction de la loi de l'argent, il a détruit les anciennes structures communautaires. A leur place, il n'a construit rien d'autre de viable, à part des entités sous-développées, c'est-à-dire les pays actuels, avec leur misère, maladies et autres dictatures.

Ainsi, en Afrique, sur le plan culturel non plus, le capitalisme n'a rien produit qui soit solide. Il n'a même pas permis à nos pays de réellement "copier l'Occident". Par contre, bien souvent, il a plutôt maintenu comme telles les anciennes structures traditionnelles, les moeurs et autres croyances: les chefs, les notables, les religions, les fétiches, la sorcellerie, la polygamie, le mariage forcé, l'excision, l'oppression de la femme, les préjugés ethniques,



les castes, etc. Il les a intégrées dans son système de domination. Généralement, il les a développées et s'en est servi pour se maintenir.

Si culturellement, le capitalisme pouvait permettre à la population pauvre africaine de bénéficier des progrès qu'il a créés et accumulés dans les pays riches, personne ne pourrait s'en plaindre. Oui, l'Afrique a besoin de la culture moderne, des écoles, des collèges, des lycées, des universités, des dispensaires, des hôpitaux, des maternités, des laboratoires, des bibliothèques, des librairies, des musées, mais aussi des tracteurs, des machines, des usines etc ! Oui, l'Afrique a besoin de la science et de la technologie ! Mais elle ne peut pas accéder à cela dans le cadre du système actuel. Tout au plus, ce dernier ne peut lui offrir que la pourriture du passé, le fatras culturel des traditions et autres moeurs surannées, vestiges des pratiques barbares dignes du Moyen-Age et non de notre époque moderne actuelle, celle de la conquête de l'espace et autres progrès fantastiques, difficiles à imaginer il y a seulement quelques années.

Par conséquent, ce n'est pas des traditions que l'on peut trouver une solution pour les problèmes actuels, d'autant plus que quand les défenseurs de cette thèse prétendent que ce serait ainsi que le Japon se serait développé, ils ne font preuve que d'un grossier mensonge. En effet, le développement économique de ce pays n'a aucun rapport avec la conservation ou non de ses traditions. Bien qu'étant l'un des derniers pays à prendre le train du développement capitaliste, pour accumuler, le Japon a utilisé les mêmes méthodes et les mêmes moyens que

les autres pays capitalistes: c'est par les guerres de rapine, le pillage des régions alentours que la bourgeoisie japonaise s'est enrichie avant de devenir impérialiste, en soumettant les pays de l'Asie du sud-est et certaines régions du Pacifique à sa domination économique. Telle est la source profonde de son développement et celle de sa place sur le marché mondial comme l'une des grandes puissances économiques.

L'avenir pour l'Afrique ne se trouve pas dans un passé culturel quelconque d'ailleurs révolu et dépassé. Si l'on veut sortir du marasme actuel, c'est au capitalisme qu'il faut s'en prendre. C'est lui qu'il faut détruire, non pas au nom du passé, mais au nom de l'avenir et avec les armes modernes que le système actuel offre lui-même.

En détruisant l'ancien mode de vie paysan sans construire rien de viable en échange, le capitalisme a réduit des millions d'Africains, hommes et femmes, à vivre de la force de leur travail. Ce sont les prolétaires de nos villes, les habitants des quartiers populaires ou des bidonvilles de Douala, d'Abidjan, de Dakar, de Lagos, ou de N'Djaména. Ils constituent une force colossale, la principale arme moderne contre le capitalisme, qui peut tout changer.

L'avenir est entre leurs mains. A condition qu'ils soient organisés, qu'il y ait des partis révolutionnaires prolétariens dont le but est d'en finir avec la loi de l'argent en détruisant le capitalisme et en mettant les richesses au service de tous, pour la satisfaction des besoins de tous.

**GREVE GENERALE EN AFRIQUE DU SUD :  
LE DEBUT D'UNE DEFIANCE  
VIS-A-VIS DE L'ANC?**

Le projet d'une nouvelle constitution, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale sud-africaine, prévoit par exemple le droit à la propriété, c'est-à-dire celui des fermiers blancs de garder les terres arrachées aux paysans noirs au temps de l'apartheid et le droit de lock-out, c'est-à-dire le droit pour les patrons, en cas de grève, de fermer l'usine et de licencier tous les grévistes. C'est contre ce genre de dispositions dirigées contre les ouvriers et paysans, que le puissant syndicat sud-africain, la COSATU, a appelé récemment à une grève générale des travailleurs -grève très largement suivie.

Dans cette assemblée sud-africaine largement dominée par les députés de l'ANC, le simple fait qu'on prévoit des mesures qui permettront aux patrons d'attaquer légalement les travailleurs en dit long sur la politique de ce parti nationaliste bourgeois. A vrai dire, cela n'est pas nouveau et pas du tout surprenant.

Car la "lutte contre les injustices sociales", n'était qu'une phrase dépourvue de réel contenu dans les objectifs de l'ANC. Cette organisation n'a jamais remis en cause l'aspect social de l'apartheid. Sa politique visait simplement à mettre fin à l'aspect racial de cette institution odieuse qu'était l'apartheid, c'est-à-dire à obtenir le droit pour les bourgeois noirs, de s'enrichir

eux aussi, en exploitant les travailleurs au même titre que leurs compères blancs.

Dès le début de sa lutte, l'ANC n'a parlé que de la nécessité de mettre fin à l'oppression raciale, parce que c'est l'aspect de l'apartheid qui concernait aussi les riches noirs, dans la mesure où ce système d'exclusion raciste défavorisait ceux-ci par rapport aux exploiters blancs et ne leur donnait pas les mêmes possibilités de s'enrichir.

Alors pour mettre fin à l'oppression raciale, l'ANC s'est appuyé sur les luttes des masses moires pauvres, notamment sur celles des travailleurs. Ces luttes, face auxquelles le régime d'apartheid était pendant des décennies impuissant malgré sa politique de terreur et ses massacres à grande échelle, ont fini par convaincre les classes possédantes sud-africaines et les puissances impérialistes de la nécessité de trouver un compromis politique.

Tous les capitalistes qui ont des intérêts en Afrique du sud avaient en effet peur que ces luttes ne soient de plus en plus radicales, ne créent une situation incontrôlable, et en définitive ne deviennent trop dangereuses pour leurs intérêts. Ils ont alors poussé leurs représentants politiques, les De Klerk et autres à s'entendre avec l'ANC, d'autant plus que la revendication principale de l'ANC "un homme, une voix" ne

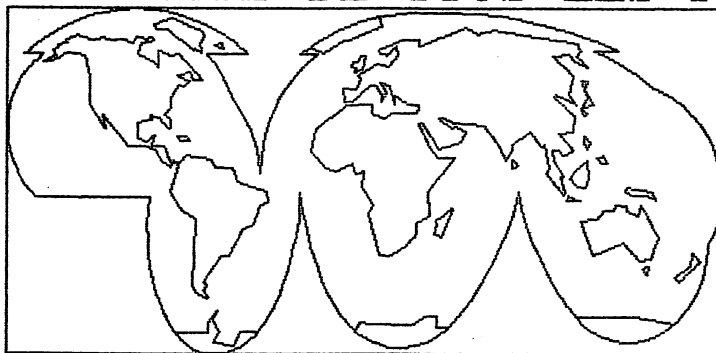
menaçait en rien leurs intérêts.

En effet l'application de la revendication politique de l'ANC pouvait se traduire simplement par l'élection d'un gouvernement à majorité noire. C'est ce qui s'est passé. Et c'est bien un tel gouvernement dirigé par l'ANC qui défend aujourd'hui les intérêts des riches, y compris par la répression. C'est ainsi par exemple qu'en 1993, quelques mois seulement après l'élection de Mandela, les travailleurs en grève pour revendiquer une augmentation de salaires ont été pour le moins désavoués par l'ANC. C'est ainsi aussi que, l'année dernière, des étudiants étaient en grève pour dénoncer certains abus et comportements racistes des enseignants blancs, ont été chassés manu militari de leur établissement.

C'est la combativité des masses noires qui a renversé le

régime de l'apartheid. Les travailleurs noirs sont cependant en train de faire l'expérience qu'avoir renversé l'oppression raciale sous la direction d'une organisation nationaliste bourgeoise n'a pas assuré l'émancipation sociale et ne le pouvait pas. C'est une expérience amère. Mais étant donné la combativité et la politisation de la classe ouvrière sud-africaine -une des plus importantes numériquement et des plus puissantes sur le continent, rappelons-le, elle pourra faire surgir de ses rangs des femmes et des hommes déterminés à se battre cette fois pour la libération complète, sociale, qui sachent renouer avec la tradition de la révolution prolétarienne et qui aient la volonté de constituer un parti pour incarner cette tradition. C'est en tout cas le chemin de l'avenir pour la classe ouvrière, en Afrique du Sud comme ailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience